



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2002/L.77
17 avril 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 14 b) de l'ordre du jour

**GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS:
MINORITÉS**

**Angola^{*}, Australie^{*}, Autriche, Bosnie-Herzégovine^{*}, Canada, Croatie, Danemark^{*},
Estonie^{*}, États-Unis d'Amérique^{*}, Finlande^{*}, Guatemala, Hongrie^{*}, Italie,
Liechtenstein^{*}, Lituanie^{*}, Luxembourg^{*}, Malte^{*}, Norvège^{*}, Pays-Bas^{*}, Pologne,
Portugal, République tchèque, Roumanie^{*}, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord, Slovaquie^{*}, Slovénie^{*}, Sri Lanka^{*}, Suède, Suisse^{*}, Thaïlande
et Yougoslavie^{*} : projet de résolution**

**2002/... Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques,
religieuses ou linguistiques**

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 47/135 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1992,
et les résolutions ultérieures de l'Assemblée relatives à la Déclaration sur les droits des
personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques,
ainsi que la résolution 2001/55 de la Commission, en date du 24 avril 2001, relative aux droits
des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques,

^{*} Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant également la résolution 1995/24 de la Commission en date du 3 mars 1995 ainsi que la résolution 1995/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1995 et la décision 1998/246 du Conseil, en date du 30 juillet 1998, relative au mandat du Groupe de travail sur les minorités de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme,

Prenant acte de la résolution 2001/9 de la Sous-Commission, en date du 15 août 2001, sur les droits des minorités,

Prenant également acte du rapport du Séminaire international sur la coopération pour une meilleure protection des droits des minorités (E/CN.4/2002/92) tenu dans le cadre de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée les 1^{er}, 2 et 5 septembre 2001 à Durban (Afrique du Sud),

Considérant que la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques contribuent à la stabilité politique et sociale et à la paix, et enrichissent le patrimoine culturel de la société tout entière,

Notant avec préoccupation que, dans de nombreux pays, les différends et les conflits touchant des minorités sont de plus en plus fréquents et de plus en plus graves et ont souvent des conséquences tragiques, et que les personnes appartenant à des minorités sont particulièrement vulnérables aux déplacements, notamment lorsqu'il s'agit de transferts de population, de mouvements de réfugiés et de réinstallation forcée,

Notant également avec préoccupation les cas de victimisation ou de marginalisation de personnes appartenant à des minorités, auxquels on assiste dans des situations d'instabilité politique ou économique,

Affirmant que des mesures concrètes et la création de conditions favorables à la promotion et à la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, garantissant effectivement la non-discrimination et l'égalité pour tous, de même qu'une participation pleine et effective de ces personnes à l'examen des questions qui les concernent, contribuent à la prévention et à la solution pacifique des problèmes touchant les droits de l'homme et des situations où des minorités sont impliquées,

Reconnaissant que les droits des minorités sont un facteur de promotion de la tolérance dans les sociétés et notant que la promotion d'une culture de tolérance par le biais de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme progressera grâce à l'action conjuguée des États,

Reconnaissant également que l'Organisation des Nations Unies a un rôle de plus en plus important à jouer en ce qui concerne la protection des minorités, notamment en tenant dûment compte de la Déclaration, et en la faisant appliquer,

Accueillant avec satisfaction les travaux du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le *Guide des Nations Unies pour les minorités* contenant un aperçu des procédures et mécanismes pertinents des organisations régionales et internationales,

Accueillant également avec satisfaction les travaux du Groupe de travail sur les minorités en matière de promotion des initiatives régionales et locales pour la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, qui ont notamment consisté à organiser des séminaires régionaux d'experts,

Notant avec satisfaction l'importance accordée par le Groupe de travail sur les minorités à la participation de représentants des minorités à ses travaux,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (E/CN.4/2002/91 et Add.1 et 2) ainsi que du rapport du Groupe de travail sur les minorités concernant les travaux de sa septième session (E/CN.4/Sub.2/2001/22) et, en particulier, des conclusions et des recommandations qui y sont formulées;

2. *Réaffirme* que les États ont l'obligation de veiller à ce que les personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques puissent exercer pleinement et effectivement tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sans discrimination d'aucune sorte et en toute égalité devant la loi, conformément à la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

3. *Prie instamment* les États de prendre, selon qu'il conviendra, toutes les mesures nécessaires, notamment sur les plans constitutionnel, législatif et administratif, pour promouvoir et appliquer la Déclaration;

4. *Prie instamment* les États et la communauté internationale de promouvoir et de protéger les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration, notamment en assurant l'égalité d'accès à l'éducation et en facilitant la pleine participation de ces personnes au progrès économique et au développement de leur pays, et ce dans le cadre d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes;

5. *Prie instamment* les États d'accorder une attention particulière à l'incidence négative du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur la situation des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et appelle l'attention sur les dispositions pertinentes de la Déclaration de Durban et du Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment celles concernant les formes de discrimination multiple;

6. *Engage* les États à accorder une attention particulière à la promotion et à la protection des droits fondamentaux des enfants appartenant à des minorités, en tenant compte du fait que les filles et les garçons peuvent être exposés à des risques de types différents;

7. *Engage également* les États à prendre toutes mesures appropriées pour protéger les sites culturels et religieux des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

8. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer de promouvoir, dans le cadre de son mandat, l'application de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et, à cette fin, d'instaurer un dialogue avec les gouvernements intéressés;

9. *Invite* la Haut-Commissaire à poursuivre ses efforts visant à renforcer la coordination et la coopération entre les programmes et les organismes des Nations Unies qui s'occupent de

la promotion et de la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

10. *Invite* les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, lorsqu'ils examinent les rapports présentés par les États parties ainsi que par les représentants spéciaux, rapporteurs spéciaux, groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et institutions et programmes pertinents des Nations Unies, à continuer d'accorder une attention particulière, dans le cadre de leurs mandats respectifs, aux situations et aux droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

11. *Encourage* le Groupe de travail, ainsi que le lui a demandé la Sous-Commission, dans le cadre de son mandat, à tenir dûment compte des activités entreprises et des rapports établis par les organisations intergouvernementales régionales sur les problèmes en matière de droits de l'homme et les situations concernant les minorités;

12. *Engage* les États, les organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à participer activement aux travaux du Groupe de travail, notamment en présentant des communications écrites;

13. *Engage également* les États à faciliter la participation concrète de représentants d'organisations non gouvernementales et de personnes appartenant à des minorités aux travaux du Groupe de travail, et invite la Haut-Commissaire à solliciter à cette fin le versement de contributions volontaires;

14. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Groupe de travail, dans les limites des ressources existantes, tous les services et moyens dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat;

15. *Prie* la Haut-Commissaire d'inviter les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressés à présenter leurs vues sur la meilleure façon, selon eux, de protéger les droits des personnes appartenant à des minorités;

16. *Prie également* la Haut-Commissaire de présenter à la Commission à sa cinquante-neuvième session un rapport contenant une analyse des informations déjà fournies dans les rapports des procédures spéciales existantes, des organismes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme et du Groupe de travail sur les minorités au sujet des situations

concernant les minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, s'agissant notamment de la prévention des conflits;

17. *Invite* le Secrétaire général à mettre à la disposition des gouvernements qui en font la demande des services d'experts portant sur les problèmes des minorités, y compris la prévention et le règlement des conflits, afin de les aider à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent ou risquent de rencontrer en ce qui concerne des personnes appartenant à des minorités et à lui faire rapport à sa cinquante-neuvième session sur les projets et activités concrètes engagés à cet égard;

18. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-neuvième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

19. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-neuvième session, au titre du même point de l'ordre du jour.
